



République du Sénégal  
*Un Peuple - Un But- Une foi*  
Ministère de l'Education  
Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education  
Cadre de Coordination des Interventions sur l'Education des Filles  
(CCIEF).



*Promotion de l'éducation des filles au Sénégal*  
***Essai de modélisation de l'expérience du  
projet d'appui à l'éducation des filles-  
Le modèle du PAEF***

*Version provisoire - Octobre 2012*

## **EQUIPE DE RECHERCHE**

- ***Chercheur Coordonnateur :***

Professeur Babacar Fall, Maître de conférences à la Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation (FASTEF) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

- ***Chercheurs associés :***

1. Mamadou Khouma, inspecteur de vie scolaire des établissements à l'Inspection d'académie de Diourbel
2. El Hadj Habib Camara, Maître-assistant à la Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation (FASTEF) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
3. Abdoulaye Mbow, travailleur social spécialisé au Ministère de la santé et de l'action sociale

## **COMITE DE SUPERVISION**

- Aïssatou Dieng Sarr, Secrétaire Exécutive du Cadre de Coordination des Interventions sur l'Education des Filles (CCIEF), Coordinatrice du Projet d'appui à l'éducation des filles (PAEF), Direction de la planification et de la réforme de l'éducation, Ministère de l'éducation
- Khadidiatou Tall Thiam, experte nationale du Projet d'appui à l'éducation des filles (PAEF), Direction de la planification et de la réforme de l'éducation, Ministère de l'éducation

## **REMERCIEMENTS**

L'Equipe de recherche exprime sa gratitude au Comité de supervision de l'étude, au personnel et aux experts du PAEF, à la Direction de la planification et de la réforme de l'éducation et à la Direction de l'administration générale et de l'équipement du Ministère de l'éducation nationale pour leur confiance. Elle est reconnaissante à toutes les autorités du Ministère de l'éducation nationale tant au niveau central (Secrétaire Général, Directeur de l'enseignement élémentaire, Conseillère technique en genre) que déconcentré (Inspecteurs d'académie, Inspecteurs départementaux, points focaux du PAEF, directeurs d'école), aux institutrices et instituteurs, aux membres des associations partenaires, des groupements féminins, aux élèves qui ont accepté de témoigner sur l'expérience du PAEF. Elle remercie également la coopération italienne pour sa disponibilité et sa collaboration dans la conduite de cette étude. Enfin, l'équipe dit merci à Monsieur Mamadou Dramé, Maître-assistant au département de didactique du français de la FASTEF (UCAD) pour la relecture critique et les observations pertinentes qui ont contribué à alléger le texte.

***Photo couverture : Collection privée***

## Sommaire

<b>Equipe de recherche &amp; Remerciements</b>	<b>2</b>
<b>Listes des sigles et abréviations</b>	<b>4</b>
<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>1. Une approche holistique pour promouvoir l'éducation des filles : un partenariat entre acteurs institutionnels et la société civile</b>	<b>7</b>
<b>2. La mise en œuvre : une articulation des niveaux d'intervention</b>	<b>8</b>
2.1. Une opérationnalisation du CCIEF	10
2.2. Une stratégie d'information et de communication sociale souple, adaptée et performante	12
2.3. Une approche communautaire : Le renforcement des capacités des femmes	13
2.4. Un appui socio-pédagogique aux filles	13
2.5. Le renforcement des capacités des personnels de l'éducation en genre	14
<b>3. Des pratiques prometteuses</b>	<b>15</b>
3.1. Les cellules-genre : l'interface entre l'école et la communauté	15
3.2. Le réseau des journalistes pour la promotion de l'éducation des filles	15
3.3. Un cadre d'expérimentation du curriculum	16
3.4. Une gestion de la classe et de l'école basée sur la recherche de la qualité et le suivi des performances scolaires	17
3.5. Un plan de communication souple, adapté et efficace	18
3.6. L'appropriation du genre par la communauté éducative	18
<b>4. Les actions de pérennisation</b>	<b>19</b>
4.1. L'ancrage des associations de femmes dans l'école	20
4.2. La création des comités de pérennisation du projet	21
4.3. La capitalisation de la formation	21
<b>Conclusion</b>	<b>23</b>
<b>Liste des figures</b>	
<b>Figure 1 : une approche holistique</b>	<b>7</b>
<b>Figure 2 : la mise en œuvre</b>	<b>9</b>
<b>Figure 3 : une synthèse du modèle du PAEF</b>	<b>22</b>

## Liste des sigles et abréviations

<b>AEMO</b>	Action éducative en milieu ouvert
<b>AGR</b>	Activités génératrices de revenus
<b>AME</b>	Association des Mères d'Elèves
<b>CAVAG</b>	Coordination des Activités de Veille et d'Alerte en Genre
<b>CCIEF</b>	Cadre de Coordination des Interventions sur l'Éducation des Filles
<b>CDEPSCOFI :</b>	Comité Départemental des Enseignantes pour la Promotion de la Scolarisation des Filles
<b>CE</b>	Cours élémentaire
<b>CGE</b>	Comité de gestion des écoles
<b>CI</b>	Cours d'initiation
<b>CM</b>	Cours moyen
<b>CMS</b>	Crédit mutuel du Sénégal
<b>CNEPSCOFI</b>	Comité national des enseignantes pour la promotion de la scolarisation des filles
<b>CODEC</b>	Collectif des directeurs d'école
<b>CRCIEF</b>	Cadre régional de coordination des interventions sur l'éducation des filles
<b>DPRE</b>	Direction de la planification et de la réforme de l'éducation
<b>DEMSG</b>	Direction de l'enseignement moyen et secondaire général
<b>EFA :</b>	Ecole Franco-arabe
<b>FAFS</b>	Fédération des associations féminines du Sénégal
<b>FAWE</b>	Forum des éducatrices africaines
<b>FEMSA</b>	Projet d'éducation des filles en mathématiques
<b>FM</b>	Fréquence de modulation
<b>GIE</b>	Groupement d'intérêts économiques
<b>GPF</b>	Groupement de promotion féminine
<b>I.A.</b>	Inspection d'académie
<b>IDEN</b>	Inspection départementale de l'éducation nationale
<b>I.S.</b>	Inspecteur/inspectrice de spécialité
<b>I.V.S</b>	Inspecteur/Inspectrice de vie scolaire
<b>OMD</b>	Objectifs du millénaire pour le développement
<b>PAEF</b>	Projet d'appui à l'éducation des filles
<b>PCR</b>	Président du conseil rural
<b>PDEF</b>	Programme décennal de l'éducation et de la formation
<b>PDRH</b>	Programme de développement des ressources humaines
<b>RTS</b>	Radio Télévision du Sénégal
<b>SCOFI</b>	Scolarisation des Filles
<b>SG</b>	Secrétaire général
<b>TBS</b>	Taux brut de scolarisation
<b>TBPS</b>	Taux brut de préscolarisation
<b>TDR</b>	Termes de référence
<b>UNESCO</b>	Organisation des nations unies pour la science et la culture
<b>UVAG</b>	Unité de veille et d'alerte en genre
<b>VAD</b>	Visite à domicile

## Introduction

Le gouvernement du Sénégal, en partenariat avec le gouvernement d'Italie, a initié le projet d'appui à l'éducation des filles (PAEF). Le projet s'inscrit dans le cadre des accords bilatéraux de coopération entre les deux pays. Le PAEF est un projet-pilote du Cadre de coordination des interventions sur l'éducation des filles (CCIEF), organisme mis en place par le Ministère de l'éducation nationale pour créer une synergie de tous les acteurs qui interviennent dans l'éducation des filles (structures gouvernementales et organisations de la société civile).

Institutionnellement rattachée à la Direction de la planification et de la réforme de l'éducation (DPRE), le CCIEF constitue un cadre de mise en cohérence des interventions dans l'éducation de filles. Il a ses démembrements au niveau des structures déconcentrées de l'éducation nationale (IA, IDEN et Ecoles) et au sein des écoles et établissements. Les membres de ce cadre sont les directions techniques du ministère impliquées dans l'éducation des filles, les organisations de la société civile. « Le cadre se veut transversal, englobant et cohérent, tout en étant suffisamment souple pour s'adapter aux spécificités de chaque situation, de chaque contexte ». <sup>1</sup> C'est ce cadre qui est porteur de l'initiative qui a conduit au projet d'appui à l'éducation des filles (PAEF) conçu comme une expérience-pilote de promotion de l'éducation des filles. Le PAEF est en phase avec les objectifs du Programme de développement de l'éducation et de la formation (PDEF) du Gouvernement du Sénégal que sont la généralisation de l'enseignement élémentaire, l'amélioration de l'accès et le maintien des filles à l'école à tous les niveaux d'éducation. Il est également une contribution à la réalisation des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). En effet, le projet vise à éliminer les facteurs qui limitent l'accomplissement du cycle primaire des filles dans quatre régions (Diourbel, Dakar (banlieue), Louga et Fatick). Lancé le 30 novembre 2010, le PAEF couvre 80 écoles élémentaires et concerne 20.000 filles, 600 enseignants, des associations de la société civile et des groupements de femmes engagés dans des actions de soutien à l'éducation des filles.

---

<sup>1</sup> Ministère de l'éducation, Plan de développement de l'éducation des filles au Sénégal (2009/2011), DPRE, CCIEF, 104 p

Sur la base de l'expérience documentée des premiers résultats du PAEF, notamment les effets du projet sur les cibles et les formes d'implication des acteurs et actrices dans l'éducation des filles, cet essai de modélisation des pratiques prometteuses a été élaboré pour bien révéler les innovations introduites dans le système éducatif.

Le caractère novateur du projet tient à l'approche holistique qui a été développée. Il s'agit d'une approche globale et intégrée qui prend en compte les différents facteurs d'ordre social, économique et culturel constituant des obstacles à la scolarisation des filles. En effet, l'un des principaux défauts des politiques éducatives en Afrique est le fait de centrer exclusivement la vision sur l'offre en occultant ce qui se passe au sein des familles en termes de logiques, de représentations, de contraintes ou de stratégies. Il importe donc de rompre avec cette approche exclusivement orientée vers l'offre. Aujourd'hui, « l'institution scolaire s'intègre dans l'imaginaire social des parents et devient l'objet d'un sacrifice social »<sup>2</sup>. L'école représente un coût et, pour les familles à faibles revenus, les dépenses scolaires correspondent à un véritable sacrifice<sup>3</sup>. En réalité, « le facteur coût pèse dans l'espérance de vie scolaire ».<sup>4</sup>

Ainsi, grâce à des actions comme le renforcement des capacités des femmes, la fourniture de kits scolaires, d'uniformes, l'octroi de bourses aux filles, les cours de soutien aux filles en difficulté, le renforcement de capacités des enseignant(e)s, des inspecteurs et des inspectrices et la mise en œuvre d'un plan de communication, le projet cherche à trouver une réponse globale à la problématique de l'éducation des filles. En outre, à travers le renforcement des capacités des femmes, le PAEF a réussi en quelque sorte à « *casser les murs de l'école* » en l'ouvrant davantage à la communauté. Les activités génératrices de revenus des femmes ont suscité une plus grande implication de ces dernières à l'école. Une partie des bénéfices versés aux comités de gestion de l'école (CGE) a permis aux écoles d'améliorer leur environnement et les conditions d'apprentissage des élèves. Aussi, le PAEF offre-t-il un modèle participatif de financement de l'école en passant par la communauté.

---

<sup>2</sup> S. Guth in Gérard E. « Logiques sociales et enjeux de scolarisation en Afrique », *Magazine 153*.

<sup>3</sup> Baux, Stéphanie, « La qualité de l'éducation au regard des pratiques familiales et de la scolarisation en Afrique subsaharienne », communication au colloque international « Education/formation : la recherche de qualité », IRD-IER- NIESAS, HCMV, 18-20 avril 2006

<sup>4</sup> Dorothee K., 2010, « Scolarisation, mariage et travail des enfants au Nord Cameroun », *Alternatives SUD*, vol 16-2009/117

Le PAEF a valorisé une démarche qui, de par sa pertinence, pourrait servir de référence dans la perspective d'une extension du projet vers d'autres régions et au niveau des autres cycles d'enseignement (moyen et secondaire notamment), et à de futurs projets sur l'éducation des filles dans d'autres pays en développement.

## **1. une approche holistique pour promouvoir l'éducation des filles : un partenariat entre acteurs institutionnels et la société civile**

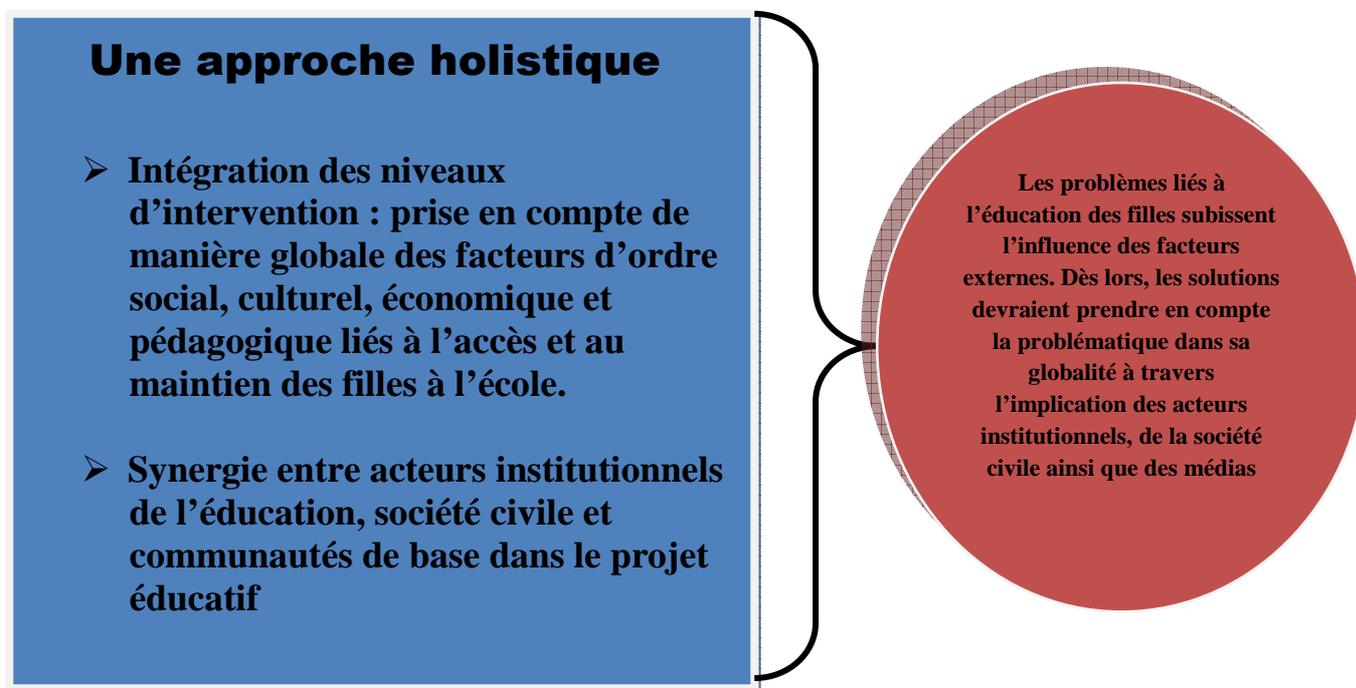
L'éducation des filles est un champ qui a été abordé par beaucoup de programmes et des projets. Leurs interventions étaient axées sur la promotion de l'accès et du maintien des filles à l'école. Leurs actions portaient sur l'octroi de bourse, des cours de soutien, etc. aux filles. Ce qui fait l'originalité de la méthodologie d'intervention du PAEF, c'est l'approche holistique.

En effet, les problèmes liés à l'éducation des filles subissent l'influence des facteurs externes. Dès lors, les solutions devraient prendre en compte la problématique dans sa globalité à travers l'implication des acteurs institutionnels, de la société civile ainsi que des médias. Le projet PAEF a révélé la nécessité d'articuler les niveaux d'intervention. L'approche globale privilégiée est celle qui prend en compte les divers aspects de la problématique de l'éducation des filles. Aussi, le renforcement des capacités des femmes concourt à lutter contre la pauvreté des ménages, un des obstacles à la scolarisation des filles. La fourniture de kits scolaires, d'uniformes, les cours de soutien, les bourses sont des intrants de qualité dans l'amélioration des apprentissages des apprenant(e)s. Le renforcement de capacités des enseignant(e)s, des inspecteurs et des inspectrices vise à éliminer les stéréotypes basés sur le genre. Le plan de communication cherche à éliminer les obstacles socioculturels à l'éducation des filles.

La dimension holistique se reflète également à travers le renforcement d'un cadre institutionnel cohérent de coordination des interventions. Au sein de ce cadre, toutes les parties prenantes (acteurs institutionnels, acteurs de la société civile) participent à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de prise en charge de l'éducation d'un groupe à besoins spécifiques que sont les filles. Dans les régions d'intervention, le projet n'est pas isolé, il a évolué dans un cadre institutionnel déjà mis en place par les autorités académiques. L'exécution a été menée en rapport avec les autorités administratives et les

acteurs de la société civile pour prendre en charge, entre autres préoccupations, l'éducation des filles. Il s'agit du Cadre de Coordination des Intervention sur l'Education des Filles (CCIEF). Le fait d'évoluer dans ce cadre a facilité la mise en œuvre du projet. Le projet a bénéficié de l'expertise des membres de ce cadre dans le processus de mise en place du projet (identification des écoles bénéficiaires, choix des associations de femmes, choix des points focaux, etc.). La société civile a été impliquée tout au long du processus de mise en œuvre du projet. Une telle approche a assuré une plus grande synergie entre les différents acteurs dans la mise en œuvre du projet grâce une distribution rationnelle des rôles et des responsabilités.

**Figure 1 : Une approche holistique**



*« Ce qui fait l'originalité de ce projet, c'est cette approche communautaire à travers l'implication des associations féminines évoluant dans des activités génératrices de revenus en matière de promotion de l'éducation des filles , les actions portaient jusqu'ici sur les cours de renforcement, la dotation en uniformes et en kits scolaires. Avec l'appui accordé aux femmes, nous nous sommes inscrites dans une perspective de développement communautaire. Les activités qu'elles déroulent au niveau de leur localité portent en général sur la transformation des produits ruraux locaux (mil, arachide, bissap etc.), les bénéfices tirés de la vente de ces produits sont en partie reversés à l'école pour servir en cas de besoin à financer des actions dans le cadre de la promotion de l'éducation des filles ».*

**Mme Aïssatou Dieng Sarr coordonnatrice nationale du PAEF) Entretien du 30 juillet 2012**

## **2. La mise en œuvre : une articulation des niveaux d'intervention**

Le caractère novateur du PAEF tient à la méthodologie d'intervention du projet. Celle-ci est basée sur une approche holistique et une vision communautaire intégrant plusieurs niveaux d'intervention que sont :

- le renforcement de la synergie entre les acteurs de la société civile et les structures gouvernementales pour concentrer les forces vers l'objectif de l'éducation des filles au sein du Cadre de coordination des interventions sur l'éducation des filles (CCIEF) ;
- la transformation de l'environnement socioculturel par une stratégie de communication qui valorise les aptitudes des filles, renforce leur estime de soi et réduit progressivement les obstacles socioculturels entravant la scolarisation des filles ;
- le développement des compétences des personnels de l'éducation en genre pour un engagement plus efficient dans l'éducation des filles ;
- le renforcement des capacités des femmes, groupes vulnérables, mères des élèves, pour les mobiliser autour des objectifs de l'école et de la scolarisation des filles ;
- la mise en place d'actions de soutien (kits scolaires, uniformes pour tous les élèves (filles et garçons) des écoles sélectionnées par le PAEF pour améliorer les apprentissages des élèves ;
- l'octroi de bourses à des filles ayant obtenu des résultats scolaires remarquables pour promouvoir l'excellence et stimuler les filles à faire partie des élèves qui se distinguent ;
- l'accompagnement socio-pédagogique des filles en difficulté pour les amener à surmonter les lacunes limitant leur potentiel.

*« Le PAEF est un intrant de qualité. Il a réussi à transformer l'imaginaire de la communauté de l'idée de projet. Au niveau de l'élémentaire, depuis 22 ans, on s'active autour de la mise en place des projets d'école sans pour autant atteindre la qualité. Souvent même, le projet est mal perçu car les gens pensent que le projet est un domaine qu'on se partage. Mais, avec le PAEF, ce sont des gens qui gravitent autour de l'école avec des moyens modestes qui parviennent à régler le problème de leur quotidien et en même temps ils règlent le problème de l'école. Les communautés ont compris que les moyens additionnels qu'on donne aux populations et à l'école doivent concourir à la réussite scolaire. Il y a là un modèle alternatif de financement de l'école qui rassure les bailleurs, les politiques, les techniciens et les bénéficiaires. ».*

**Hamady Kébé IDEN Louga- Entretien du 01 août 2012.**

**Figure 2 : la mise en œuvre : les axes d'intervention**



### **2.1. Une opérationnalisation du CCIEF**

Le PAEF est un projet pilote du Cadre de coordination des interventions sur l'éducation des filles (CCIEF). Pendant des années, l'absence de synergie entre les différents acteurs qui interviennent dans l'éducation des filles se traduisait par des actions éparées et non articulées. Le CCIEF a été mis en place pour rendre plus efficaces les diverses interventions dans le

domaine de l'éducation des filles. Il a été créé en mars 2007 et confirmé par arrêté ministériel n° 1371 du 31 mars 2008. Le CCIEF s'inscrit dans la perspective de la décentralisation de l'éducation. Il est une structure de coordination, d'impulsion, de veille et de suivi de l'égalité des sexes à tous les niveaux du système éducatif. L'une de ses principales missions consiste à intégrer de manière effective et efficiente la dimension genre dans l'éducation. Le CCIEF réunit dans un partenariat les autorités scolaires, les élus locaux, les acteurs de la société civile. Le PAEF se déploie au sein du CCIEF. Mieux, « il peut être considéré comme un foyer d'incubation du CCIEF<sup>5</sup> ». Le dispositif de coordination du projet implique le niveau central et le niveau déconcentré. Aussi, la coordination des activités s'opère-t-elle tant au niveau institutionnel qu'au niveau opérationnel.

Les organisations de la société civile sont impliquées dans l'élaboration des plans d'action. Elles participent au suivi et à la supervision des activités. Elles sont également parties prenantes dans le plan de communication du projet. Dans toutes les régions où le projet intervient, une approche participative impliquant tous les partenaires a été développée. Le PAEF apporte un appui institutionnel et matériel aux organisations de la société civile (CNEPSCOFI, FAWE, etc.). Il participe également au renforcement des capacités de leurs membres en leur faisant bénéficier de sessions de formation dans divers domaines. Les plans d'action régionaux sont réalisés de manière participative en relation avec les inspections d'académie, les IDEN, les partenaires, etc. Grâce aux moyens injectés et aux activités générées par le projet, le PAEF a permis de redynamiser des structures du PDEF.

*« Le mérite du PAEF est d'avoir fédéré toutes les actions qui étaient entreprises sur le terrain et d'avoir apporté un appui à ces acteurs pour qu'ils puissent fructifier leurs interventions plutôt que de créer une voie qui leur est propre. Nous avons un cadre fédérateur. L'ensemble des intervenants qu'ils soient institutionnels, de la société civile, se retrouvent dans le plan d'action de la région. C'est là une démarche novatrice. C'est la raison pour laquelle, à tous les partenaires au développement qui sont passés ou qui ont fait passer des consultants dans l'objectif de nous appuyer dans l'éducation des filles, nous avons recommandé de s'inspirer de la démarche du PAEF »*

**M. Lamine Sarr Inspecteur d'Académie de. Louga, entretien du 01 août 2012**

---

<sup>5</sup> Mme Aissatou Dieng Sarr, entretien du 30 juillet 2012

## **2.2. Le plan de communication**

La définition de la stratégie de communication du PAEF était subordonnée à la maîtrise des réalités socioculturelles des zones d'intervention du projet. En effet, d'une zone à l'autre, les facteurs entravant la scolarisation des filles varient. Dès lors, l'identification des facteurs spécifiques d'abandon scolaire était un préalable à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de communication différenciée et appropriée selon les réalités locales. La finalité de la communication étant de parvenir à lever les obstacles à l'éducation des filles

Ainsi, une étude socio-anthropologique<sup>6</sup> réalisée en 2010 dans les quatre régions (Dakar, Diourbel, Fatick et Louga) d'intervention du PAEF a permis de cerner les facteurs socio-économiques qui font obstacle à l'éducation des filles. Elle avait abouti à la proposition d'un plan de communication pour l'information et la sensibilisation sur l'éducation des filles. Le plan de communication intègre le niveau national et le niveau local.

Dans le processus d'élaboration de la stratégie de communication, la démarche participative a été privilégiée. Les messages et les supports ont été élaborés par les acteurs de l'école et par les bénéficiaires du projet. Cette démarche a permis :

- une plus grande adhésion des populations et des leaders d'opinion à l'éducation des filles ;
- la création du réseau des journalistes pour la promotion de l'éducation des filles ;
- une plus grande visibilité des actions du projet ;
- une intégration de la dimension genre dans les activités périscolaires ;
- une perception positive de l'école dans les « zones de résistance ».

## **2.3. Une approche communautaire : le renforcement des capacités des femmes**

L'approche communautaire a facilité l'appropriation de l'école par les communautés. En effet, les activités génératrices de revenus ont contribué à renforcer les capacités des femmes et à lutter contre la pauvreté, un des facteurs d'abandon et d'échec scolaire. Le projet a montré la nécessité d'intégrer les communautés par des activités spécifiques permettant leur

---

<sup>6</sup> Coulibaly D.S. *Enquête de milieu sur les facteurs explicatifs du non maintien des filles à l'école (Fatick, Diourbel, Louga, Dakar)*, Elaboration d'un plan de communication pour l'information et la sensibilisation sur les questions de genre reliées à la scolarisation, CCIEF/PAEF,DPRE, MEPEMSLN, rapport finalisé, Décembre 2011, 83p.

participation au projet éducatif. Ainsi, le projet PAEF a montré que l'école pouvait apporter des réponses à la demande sociale. En retour, l'engagement de la communauté a permis aussi de financer les écoles. Le PAEF a réussi en quelque sorte à « *casser les murs de l'école* » en l'ouvrant davantage à la communauté. Les activités génératrices de revenus des femmes ont suscité une plus grande implication de ces dernières à l'école. Une partie des bénéfices versés aux Comités de gestion des écoles (CGE) a permis aux écoles d'améliorer leur environnement et les conditions d'apprentissage des élèves. Aussi, le PAEF offre-t-il un modèle participatif de financement de l'école en passant par la communauté.

Les activités génératrices de revenus révèlent des exemples de développement endogène car elles sont principalement axées sur la valorisation des produits locaux et l'expertise locale. Les réussites notées dans ces activités économiques démontrent que ces dernières ont pris en compte les spécificités économiques du milieu. Par exemple, à Keur Samba Dia (IDEN Foundiougne), zone touristique, les femmes ont investi dans la teinturerie tandis qu'à Missirah (IDEN Foundiougne), avec les opportunités offertes par la pêche, l'Association des Mères d'Elèves (AME) a opté pour la transformation des produits halieutiques.

*« Il y a une composante dans le PAEF, c'est celle relative au renforcement des capacités des femmes pour l'appui aux écoles. C'est un axe important de notre stratégie de soutien et de protection des couches les plus vulnérables. Avec le PAEF, on a cherché à valoriser le savoir-faire des femmes à travers l'intégration de l'éducation dans un contexte de développement local avec la participation des communautés et un rôle accru des femmes dans le soutien à l'éducation des filles ».*

**Claudia Guidarini, Fellow UN/DESA au Bureau de Coopération au Développement, chargée du programme société civile et enfance- Ambassade d'Italie au Sénégal - Entretien du 08 août 2012**

## **2.4. Un appui socio-pédagogique aux filles**

Le projet a doté de kits scolaires les élèves filles et garçons des écoles où intervient le projet. Il s'agit de fournitures scolaires comme les crayons, les stylos, une ardoise, des cahiers, du matériel de géométrie et un sac. L'octroi du kit scolaire a été bien accueilli par les élèves et les parents. Ces fournitures scolaires ont soulagé les parents qui éprouvaient des difficultés pour pouvoir acheter ce matériel pédagogique. L'obtention de ces outils pédagogiques a également facilité le travail des enseignant(e)s. Le projet a aussi fourni à chaque élève un uniforme scolaire. Il s'agit pour les filles d'une jupe et d'une chemise et pour

les garçons d'un pantalon et d'une chemise. Ces uniformes scolaires ont rendu les élèves plus motivés.

Selon Amadou Fall Sagna,<sup>7</sup> directeur de l'école de Ndoulo (IDEN Diourbel), « les uniformes scolaires ont réglé un problème social voire psychologique très crucial. En effet, de nombreux élèves s'absentent voire abandonnent l'école car ils ou elles n'ont pas d'habits à porter quotidiennement ». Ces uniformes scolaires, en dissimulant les différences sociales des élèves, ont créé une grande émulation au niveau des garçons et des filles. Désormais, les élèves filles et garçons affichent une plus grande confiance en eux. Cette émulation est un facteur de réussite au plan scolaire.

En outre, dans les écoles où le projet intervient des bourses ont été octroyées à des filles. Le montant de cette bourse est de 30.000 frs. Le nombre de bénéficiaires est de 6 filles par établissement. Ces bourses ont créé une autre grande émulation chez les élèves. Avec cette bourse, les élèves filles bénéficiaires parviennent à couvrir leurs besoins d'éducation.

Enfin, les cours de soutien pédagogique aux filles en difficultés constituent un important volet du programme. Les enseignants chargés de ces cours ont reçu une formation en pédagogie de soutien.

Ces cours sont précédés d'un test de positionnement. Ce test permet à l'équipe pédagogique d'apprécier le niveau de l'élève avant le début des cours. Les disciplines sur lesquelles portent ces cours sont le Français et les mathématiques. En français, les domaines visés sont les productions écrites, la lecture et l'écriture. En mathématique, les domaines visés concernent les activités numériques, la mesure, la géométrie et la résolution des problèmes.

## **2.5. Le renforcement des capacités des personnels de l'éducation en genre**

Pour prévenir les discriminations à l'égard des filles, des formations en genre ont ciblé l'ensemble des acteurs de la communauté éducative (enseignants, enseignantes, inspecteurs, inspectrices, les membres des CGE, etc.). À cela s'ajoute l'appui du projet en formation aux

---

<sup>7</sup> Entretien du 24 mai 2012

acteurs chargés de l'analyse des stéréotypes dans les manuels pour la prise en compte de l'approche genre dans les curricula de l'école élémentaire. Cela a nécessité une collaboration avec l'équipe en charge de l'élaboration et de l'expérimentation du curriculum pour améliorer l'image des filles et des femmes dans les manuels et dans le curriculum. En effet, la sous-scolarisation des filles a également un lien avec les manuels. Des études ont montré que les inégalités entre les filles et les garçons sont renforcées par les manuels.

Les représentations fondées sur le sexe sont en défaveur des filles. Les stéréotypes sexués s'incarnent aussi bien dans les personnages qu'au niveau des supports. De telles représentations ont des conséquences sur la motivation et la confiance en soi des filles. Pour juguler ces tendances négatives, il a été jugé nécessaire de concevoir un curriculum « sensible au genre » et des manuels qui participent à modifier ces perceptions qui dévalorisent l'image des filles.

Un guide de formation des formateurs et un manuel de formation pour une autoformation sur le genre ont été conçus par la direction des ressources humaines (DRH) et mis à la disposition des enseignant(e)s. Pour matérialiser l'engagement des maîtres et des maîtresses pour la promotion de l'éducation des filles, il a été suggéré de concevoir une fiche d'inspection prenant en compte la dimension genre et d'inclure dans le serment des enseignant(e)s<sup>8</sup> la dimension genre.

### **3. Des pratiques prometteuses**

#### **3.1. Les cellules-genre : l'interface entre l'école et la communauté**

Le projet a procédé à la création des cellules-genre. L'installation de cellules-genre à tous les niveaux du système contribue à accompagner et à renforcer la prise en compte de la dimension genre dans la définition, l'approche et dans la mise en œuvre des actions éducatives. La formation reçue en genre a permis aux membres des cellules-genre de disposer d'outils afin de mieux participer aux séances de communication de proximité. La coordonnatrice de la cellule genre est le plus souvent choisie parmi les femmes les plus dynamiques de la communauté éducative. Elle est assistée par les femmes enseignantes de

---

<sup>8</sup> Le serment de l'enseignant par lequel l'enseignant s'engage à protéger les enfants existe. Selon Mme Marie Siby Faye « *malheureusement, il est au stade d'engagement volontaire parce pas encore officialisé* » in *Le Soleil* édition du 28-29 juillet 2012 p 6.

l'école. Les enseignant(e)s formés en genre sont des personnes-ressources dans le cadre des causeries et des forums organisés dans les quartiers.

Les cellules-genre jouent un grand rôle dans la communication de proximité. Les fonds mis à leur disposition leur permettent de développer des activités de causerie sur les mariages précoces, les abandons scolaires. À Ndoulo (IDEN Diourbel), selon, la responsable, Ndèye Gueye<sup>9</sup>, « tous les facteurs qui menacent la scolarisation des filles sont abordés pendant ces causeries. Il en est ainsi de l'influence négative des médias, comme la télévision ».

Ces communications de proximité ont permis une meilleure connaissance des enjeux liés à l'éducation des filles. Durant ces séances, les filles qui ont eu à s'exprimer ont salué l'avènement du projet qui a été d'un grand apport dans l'accompagnement de leurs études. À l'IDEN de Foundiougne, M. Diamé Faye<sup>10</sup>, directeur de l'école Tafsir Conou Thiam salue leur action. Selon lui, « la cellule genre constitue l'interface entre l'école et la communauté. Elle anime des causeries sur les mariages et les grossesses précoces ».

### **3.2. Le réseau des journalistes pour la promotion de l'éducation des filles**

Le PAEF a organisé un atelier de formation sur les questions d'équité et de genre dans le système éducatif à l'intention des journalistes en éducation. En effet, les médias sont des outils incontournables dans toute stratégie de communication de masse. Ils permettent de toucher les cibles les plus reculées et de sensibiliser sur les violences faites aux filles. À l'issue de cet atelier de formation, un réseau des journalistes pour la promotion de l'éducation des filles a été mis en place. Il regroupe une vingtaine de journalistes. Ce réseau travaille en étroite collaboration avec les responsables du projet. Au delà des actions de sensibilisation, ce réseau contribue à rendre plus visibles les activités de promotion de l'éducation des filles.

Pour les journalistes, il s'agit, grâce une communication juste et équilibrée, de les amener à traiter l'information sur les filles sans pour autant tomber dans les excès de la recherche du sensationnel. L'objectif est de faire en sorte que les médias ne deviennent pas le support d'une violence basée sur le genre. La finalité est de pousser les journalistes à traiter

---

<sup>9</sup> Ndèye Gueye, Présidente de la cellule genre de l'école Ndoulo, entretien du 24 mai 2012

<sup>10</sup> Entretien du 07 juin 2012

l'information de façon responsable en s'intéressant aussi aux aspects positifs liés au vécu des filles.

### **3.3. Un cadre pour mettre en pratique le curriculum**

Les activités génératrices de revenus des femmes ont été articulées aux apprentissages des élèves en servant de supports pédagogiques. C'est l'expérience novatrice qui a été menée à Thingoli (IDEN Linguère) à partir de la pratique d'élevage réalisée par les femmes. En effet, dans cette zone sylvo-pastorale, les femmes ont investi dans l'embouche des ovins et des bovins. Selon Ibrahima Ndiaye, Inspecteur de l'enseignement et point focal du PAEF à Louga,

*l'activité d'embouche développée par les femmes de Thingoli a bénéficié du soutien des hommes. Ces derniers ont une certaine expertise dans le domaine de l'élevage. Pour intégrer l'activité d'élevage des femmes dans les activités pédagogiques, nous avons considéré l'embouche comme un support pédagogique. Ensuite nous avons cherché dans le curriculum comment créer un lien avec les apprentissages. Les élèves ont construit des projets pédagogiques autour de cette activité. Ce fut une expérience intéressante <sup>11</sup>*

Ainsi, toutes les activités pédagogiques (calcul, langage, activité d'intégration, etc.) menées par les enseignant(e)s en classe peuvent être articulées avec les activités économiques menées par les femmes. Il s'agit d'approche pédagogique concrète qui présente l'avantage de créer un lien entre l'école et le milieu.

### **3.4. Une gestion de la classe et de l'école basée sur la recherche de la qualité et le suivi des performances scolaires**

Avec le projet PAEF, « la culture de la statistique » commence à prendre corps dans les pratiques de gestion de la classe. Les fiches standardisées permettent un meilleur suivi des performances des élèves, de mieux mesurer l'impact de l'action éducative sur les apprenant(e)s et éventuellement d'envisager des stratégies de remédiation ou de consolidation. Les écoles doivent intégrer cette dimension de la statistique dans leurs stratégies de gestion. Pour ce faire, elles doivent disposer de leurs propres bases de données.

---

<sup>11</sup> Entretien du 02 août 2012

Cette approche permettra aux responsables de l'éducation situés au « *niveau stratégique* » (IDEN, IA, Ministère) de disposer de données fiables sur le pilotage du système éducatif.

En outre, les cours de soutien scolaire doivent être intégrés dans les activités des enseignant(e)s. La pédagogie de soutien assure un encadrement rapproché avec les élèves. Elle permet avant tout de déceler et de résoudre des blocages psychologiques notés chez certain(e)s apprenant(e)s. Du reste, pour les enseignant(e)s avertis, il faut lever ces obstacles psychologiques pour pouvoir régler les difficultés d'apprentissage de ces élèves.

Sur un autre plan, le projet PAEF a permis de rendre plus actifs les comités de gestion des écoles (CGE). Les projets d'école constituent un cadre pour la prise en charge des thématiques qui tournent autour des questions qui interpellent le développement de l'école à l'échelle de l'établissement en incluant la communauté. Par exemple, leurs membres pourraient élaborer des plans d'action sur des thématiques comme les voies et moyens de lutter contre les violences scolaires. Ils offrent ainsi aux communautés un espace de participation au projet pédagogique de l'école.

### **3.5. Un plan de communication souple, adapté et efficace.**

La stratégie de communication mise en œuvre par le PAEF tire son originalité de la combinaison de canaux de communication de masse et de proximité en collaboration avec des partenaires institutionnels (des professionnels de la communication organisés en réseau de journalistes) et non institutionnels (des relais polyvalents issus des groupements d'intérêt économique (GIE) de femmes et des AME et des partenaires de la société civile). Ce qui offre l'opportunité au projet de rendre plus visibles ses activités et de permettre à un maximum de personnes d'accéder à ses messages. Chaque cible du projet est prise en compte par le plan de communication : filles, parents : père et mère, enseignant(e)s, religieux, etc.

Le plan de communication a été précédé d'une étude socio-anthropologique qui a permis de cerner les obstacles au maintien des filles à l'école et en conséquence de définir une stratégie adaptée en fonction des réalités socioculturelles et économiques. En outre, la communication de proximité, en ciblant les filles de l'enseignement moyen, particulièrement confrontées au défi du maintien, s'inscrit dans une logique d'anticipation et d'extension de la cible qui pose les jalons de la durabilité de l'action de communication.

*« Dans le plan de communication, nous avons privilégié une démarche participative et d'appropriation. Les supports et les messages ont été élaborés de manière participative et nous avons tenu à ce que tout soit validé sur la base d'une large discussion contradictoire. Pour les sketches, on aurait pu prendre les services de troupes professionnelles mais on a préféré travailler avec des acteurs de l'école. Cela a permis une meilleure appropriation du projet par les bénéficiaires. Ce sont les acteurs de l'école qui ont identifié les messages les plus importants. L'approche participative, dans la stratégie de communication, prend du temps mais en fin de compte elle donne de bons résultats. Et je suis satisfaite des résultats ».*

**Diariétou Sow Coulibaly, experte en communication, consultante du PAEF. Entretien du 25 septembre 2012**

### **3.6. L'appropriation du genre par la communauté éducative**

Les acteurs de la communauté éducative commencent à comprendre que le genre n'a pas été conçu pour favoriser tel ou tel sexe. Mais il vise plutôt l'épanouissement de chacun en tenant compte de ses spécificités. Il permet aussi d'établir des relations fondées sur le respect mutuel. Des filles sont allées jusqu'à revendiquer qu'on n'inscrive plus leur nom en rouge car elles le considèrent comme une « *stigmatisation* ». Les équipes pédagogiques interpellées ont fini par leur donner raison. En effet, l'école comme toute institution sociale doit se doter de normes susceptibles pour assurer son bon fonctionnement. Ces normes sont composées de droits et de responsabilités à assumer par tous les acteurs de communauté éducative. Elles peuvent revêtir des comportements souhaités fondés sur le respect de soi et d'autrui. Ces normes doivent être discutées, élaborées et partagées de manière démocratique. Les procédés de règlement des conflits doivent privilégier l'écoute attentive, la concertation, la négociation, le respect mutuel. S'appuyer sur le droit de toute personne au respect de son intégrité physique et moral est donc le fondement de tout règlement pacifique des conflits. En matière de genre, des filles ont suggéré des propositions pertinentes en confectionnant des slogans contre les violences en milieu scolaire. Elles ont participé à la confection de supports (banderoles, des tee-shirts illustrés) dans le cadre de la communication de proximité.

La création et l'animation des activités de structures de dialogue et de concertation par les pairs comme les Unités de Veille et d'Alerte en Genre (UVAG), du *Penc* Genre (Louga) ou de la « *Case du genre* » à l'école Babacar Diop de Soum (Foundiougne) sont des exemples qui montrent que les questions de genre sont désormais portées par les élèves. Ce sont des

structures qui offrent des espaces de communication entre les élèves. Elles permettent aussi de prévenir les violences basées sur le genre et les stéréotypes sexistes à l'école. Dans les écoles PAEF, garçons et filles participent mutuellement aux activités d'entretien de la classe et de cours l'école, des tâches longtemps réservées exclusivement aux filles.

## **4. Des jalons pour la pérennisation du projet**

### **4.1. L'ancrage des associations de femmes dans l'école**

Initialement, il était retenu que la moitié du capital accordé aux femmes après la fin du projet devrait être reversé au CGE des écoles pour prendre en charge, entre autres, les questions liées à l'éducation des filles. Mais une telle option risquerait d'éloigner les femmes de l'école à la fin du projet. Pour pérenniser les activités génératrices de revenus et l'implication des femmes dans l'école, l'option qui a été finalement stabilisée est que les femmes ne versent plus, d'un seul coup, la moitié des financements, c'est-à-dire les 1.500.000 frs. Mais ce capital est laissé aux femmes pour leur permettre de continuer à mener des activités génératrices de revenus et de poursuivre le versement régulier des 50% de bénéfices. Cela présente l'avantage d'ancrer davantage les femmes à l'école et de les impliquer dans la promotion de l'éducation des filles.

À Bambey, selon Mme Awa Sène Diop, Présidente du CDEPSCOFI, dans la perspective de la pérennisation du projet les femmes ont constitué un fonds pour pouvoir poursuivre leurs activités. C'est ainsi que, mensuellement, une partie des bénéfices est défalquée et bloquée dans le compte de l'association. Ce fonds permettra aux femmes de pouvoir disposer de ressources afin de poursuivre le financement de leurs activités. Ce fonds est également alimenté par des cotisations individuelles. Ces contributions individuelles sont considérées comme des actions dans le capital de l'association. Ce processus de constitution d'un fonds est très avancé à Réo Mao où les femmes se sont engagées à poursuivre leurs activités économiques et leur collaboration avec l'école.

*« Pour pérenniser leurs activités, nous avons suggéré aux associations féminines intervenant dans la transformation des produits ruraux de chercher à acquérir des parcelles de terre pour cultiver elles-mêmes les produits qu'elles transforment, par exemple des champs de mil, de bissap, etc. En outre, pour les zones rurales ou semi-rurales, il faut explorer les possibilités d'aménager des vergers au sein des établissements*

*que les associations pourraient exploiter en partenariat avec l'équipe pédagogique de ces établissements pour en tirer des revenus mais aussi s'en servir comme support pédagogique pour certaines leçons »*  
**Mme Khadidiatou Tall Thiam - Entretien du 30 juillet 2012**

*Des perspectives pour la pérennisation des AGR des femmes*

*« L'école est un actionnaire dans les activités génératrices de revenus. Son action est à hauteur de 50% et à chaque fois qu'il y a des dividendes, elles sont divisées au prorata des actions. L'argent de l'école continue à se fructifier et à alimenter la caisse des femmes. Les représentantes de ces dernières qui siègent dans les comités de gestion doivent désormais travailler sur des questions éligibles pour régler certains problèmes liés à l'éducation des filles. L'avantage est que cet argent ne s'épuisera jamais. Mieux, le CGE pourra faire des activités pour renforcer ce capital. En effet, plus ce capital sera élevé, plus il y aura des retombées au niveau des écoles ».*

**Ibrahima Ndiaye Inspecteur coordonnateur du PAEF à Louga - Entretien du 02 août 2012**

#### **4.2. L'appropriation de la dimension genre : capitaliser la formation**

Les enseignant(e)s des écoles ciblées par le projet ainsi que tous les inspecteurs et inspectrices de vie scolaire (IVS) et les inspecteurs et les inspectrices de spécialité ont été formé(e)s en genre et compétences de vie courante pour leur permettre d'assurer une meilleure prise en charge de la dimension-genre dans leurs activités d'enseignement-apprentissage pour les uns/unes et leur mission d'encadrement et de contrôle pour les autres

Aussi le processus enclenché dans le domaine du genre doit-il être irréversible. Pour ce faire, des initiatives du projet comme le *Guide de formation en genre*, l'installation de cellules genre doivent être capitalisées et partagées. Les pratiques pédagogiques en classe doivent également prendre en compte la dimension-genre et bannir tous les comportements et actes qui perpétuent les stéréotypes sexistes à l'égard des filles. À Louga, il est remarquable de noter que la question genre est portée par les élèves eux-mêmes à travers les Unités de Veille et d'Alerte en Genre (UVAG). Ces structures comme le *Penc genre* à Louga, *la case genre* à Soum (IDEN Foundiougne) sont à encourager car elles révèlent une nouvelle posture et un nouveau rôle des élèves, celui de vecteurs de promotion de l'égalité des sexes par les pair(e)s.

*« Aujourd’hui au moins nous savons que dans l’élaboration des nouveaux curricula, que ce soit au niveau de l’éducation de base ou dans le moyen, les acteurs, les rédacteurs de manuels, les inspecteurs ont été formés en genre et sensibilisés selon une perspective genre. Désormais il faudrait que l’enseignant(e) soit conscient qu’il a un rôle important à jouer par rapport aux filles et aux garçons au niveau des classes. Aussi, dans la démarche, dans la gestion des situations d’enseignement-apprentissage, au niveau de l’évaluation, dans l’organisation de la classe, de l’école, l’enseignant(e) doit-il tenir compte des spécificités de la fille. Nous ne demandons pas de faveur pour la fille mais juste une gestion équitable ».*

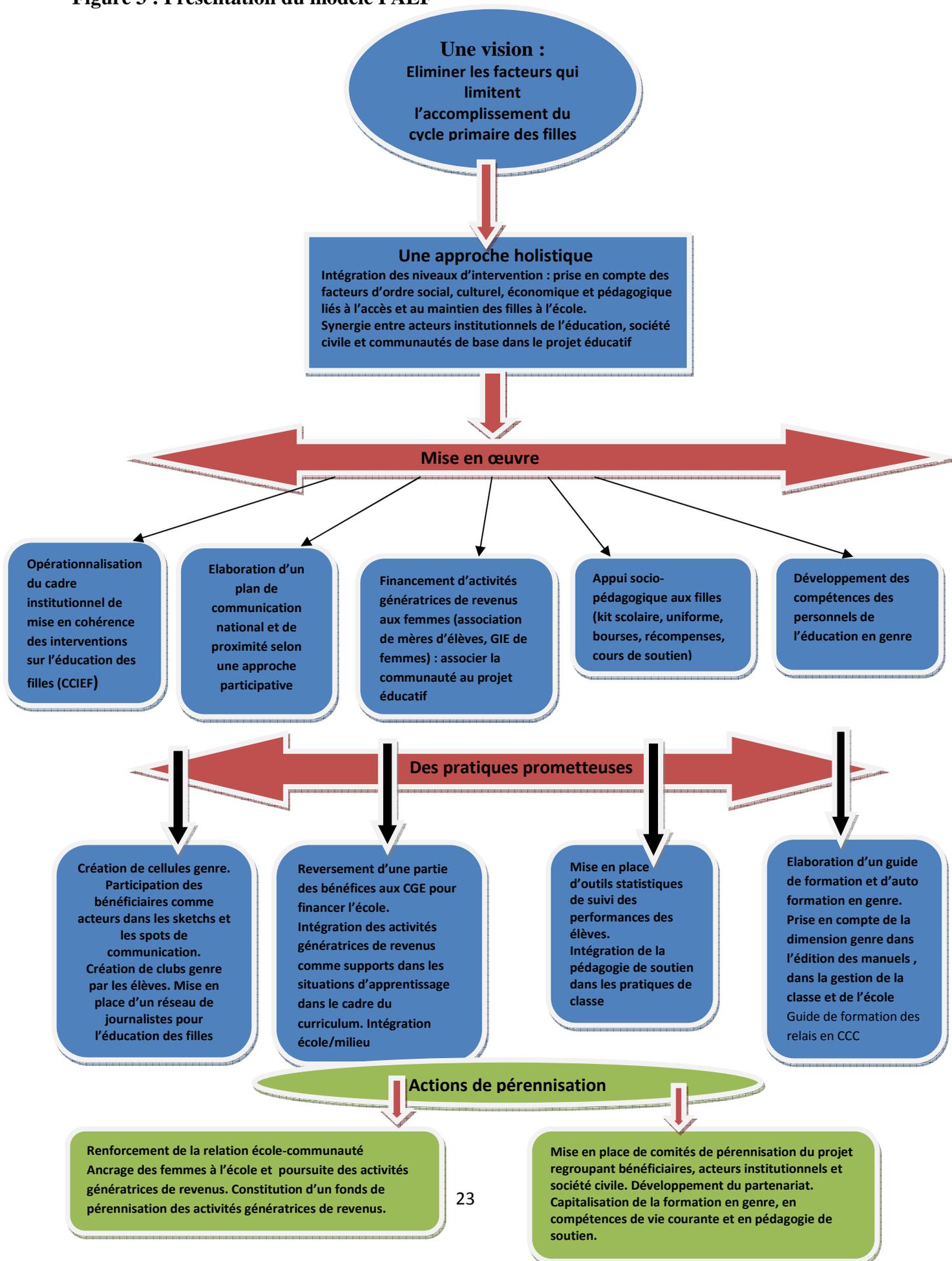
**Mme Marie Siby Faye conseillère technique n°2 chargée des syndicats, des Affaires sociales et des questions du genre - Entretien du 25 septembre 20124**

#### **4.3. La création des comités de pérennisation du PAEF : étendre l’exemple de Louga**

À Louga, un comité de pérennisation du PAEF a été mis sur pied. L’objectif est de capitaliser les acquis du projet et de développer des initiatives pour la pérennisation du projet. Ce comité est composé de représentants de l’équipe pédagogique, des CGE, des AME. Les élèves, à travers leur structure dénommée structures genre siègent dans le comité de pérennisation. Ainsi, dans chacune de ces écoles une **U.V.A.G** (Unité de Veille et d’Alerte Genre) regroupant les élèves des deux sexes a été installée. Ces U.V.A.G sont regroupées en **C.A.V.A.G**. (Coordination des Activités de Veille et d’Alerte Genre).

Ce sont les représentants de ces élèves qui siègent au sein de ce comité. Le mode de fonctionnement de la structure et la périodicité des rencontres sont définis d’un commun accord avec les membres. Il s’agit d’un dispositif de suivi qui doit faire tâche d’huile dans les autres localités du projet. Le rôle de ces structures est de combattre les stéréotypes liés au genre, de prévenir et de dénoncer les violences faites aux filles. Elles constituent des outils de promotion de l’égalité des sexes à l’école.

Figure 3 : Présentation du modèle PAEF



## **Conclusion**

L'expérience conduite par le PAEF au Sénégal est un modèle de référence dans le domaine de la promotion de l'éducation des filles, cela tient pour l'essentiel au caractère holistique, à l'originalité, à la cohérence et à la pertinence de l'approche mise en œuvre.

Le projet a contribué à redorer l'image de l'école publique. Il a impulsé une nouvelle dynamique dans les rapports entre l'école et la communauté. On constate une appropriation de l'école par la communauté. Les activités génératrices de revenus des femmes ont contribué à renforcer le lien avec le milieu. Ces activités participent à la lutte contre la pauvreté, un des obstacles à l'éducation des filles. Dans toutes les zones d'intervention du projet ces activités ont contribué à revaloriser des produits locaux et l'expertise locale. Il s'agit d'un modèle de développement endogène porté par l'école et par les femmes et au service de la communauté. Ces activités économiques ont également des retombées sur l'école. En effet, une partie des bénéfices reversés aux CGE des écoles participe à l'amélioration de l'environnement scolaire et des conditions d'apprentissage des apprenant(e)s.

Le PAEF est surtout un modèle dans l'élaboration et la mise en œuvre de ses activités avec l'implication des organisations de la société civile sur la base d'une plateforme prenant en charge une priorité majeure de la politique éducative gouvernementale et menée sur une base de contractualisation des interventions des structures publiques et des organisations de la société civile. Ainsi le PAEF a montré le prix à développer le partenariat pour mobiliser des ressources humaines, techniques et financières au service de l'école et de la communauté.

C'est tout cela qui fait de cette approche du PAEF un important levier de développement économique et social dans la recherche de solutions aux problèmes des filles et des femmes dans les pays en développement en termes d'accès et de maintien des premières à l'école et de renforcement des capacités des secondes.